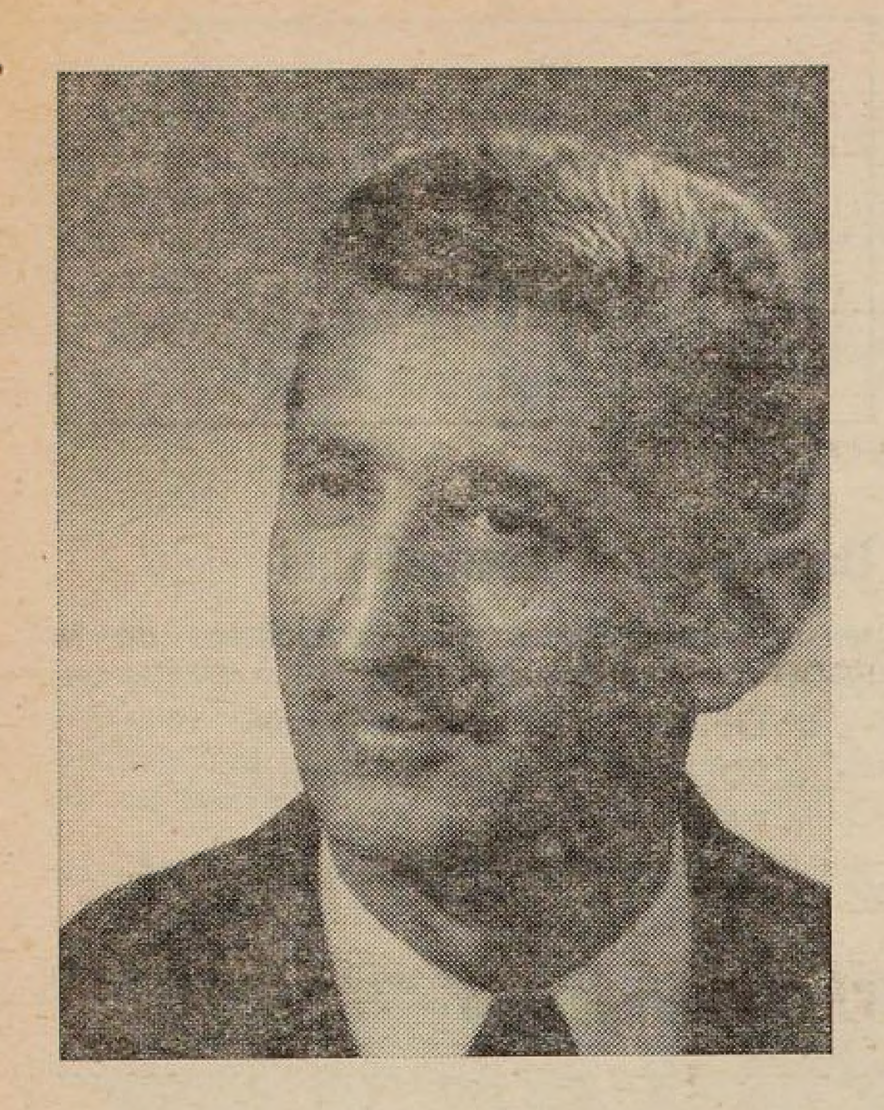




ELECTIONS LEGISLATIVES
du 23 juin 1968
1e circonscription

POUR UNE REPUBLIQUE NOUVELLE

dans l'Ordre et la Paix

Electrices et Electeurs,

Un an à peine après avoir désigné votre député, vous voilà contraints de retourner aux urnes, le Chef de l'Etat ayant renvoyé chez eux tous les députés en raison de leur incapacité à résoudre les problèmes posés.
Les ministres ont subi le même sort — ou ont été mutés — ce qui prouve bien que c'est le gouvernement tout entier et sa majorité inconditionnelle — dont votre député sortant — qui ont failli à leur tâche.,

Sous prétexte de défendre la République

ces mêmes hommes qui ont conduit le pays au chaos à travers dix années de pouvoir absolu, en appellent maintenant à la division des Français en deux camps hostiles.
Ils préparent ainsi de nouveaux affrontements, de nouvelles révoltes et de nouvelles grèves: ils vous ont menti hier et ce qu'ils n'ont pas fait, ils ne le feront pas davantage demain. Comment croire d'ailleurs à l'honnêteté intellectuelle de ces hommes qui ont favorisé la coupure du monde en deux blocs parce qu'ils soutiennent, sur le plan international, ceux-là mêmes qu'ils dénoncent, en France, comme le parti de la subversion.

La réalité, la vérité

c'est la révolte des étudiants et des professeurs, des travailleurs des villes comme des paysans, des fonctionnaires comme des cadres privés, parce que la majorité sortante a refusé depuis dix ans tout dialogue, toute discussion, tant avec les organisations professionnelles et syndicales qu'avec les élus locaux.

Il faut donc changer de politique et d'hommes

c'est-à-dire faire confiance à une nouvelle majorité, celle des gens de progrès et démocrates sincères qui, refusant de s'engager sur le chemin de l'alternative « pouvoir gaulliste ou communisme totalitaire » — selon formule chère à M. Malraux, pourtant orfèvre en la matière — proclament que l'avenir appartient aux Républicains fidèles aux vieilles traditions de Liberté, Egalité, Fraternité et Solidarité.

Comment choisir une telle politique ?

En faisant confiance, dans le cadre régional, non à des inconditionnels, mais à des hommes qui rejettent la tutelle systématique de Paris parce qu'ils veulent que leur province soit maîtresse de son destin, que le Plan tienne compte des besoins de la région et que ce soient les élus locaux — choisis par le peuple souverain — qui définissent ces besoins et non des technocrates irresponsables. Des hommes qui veulent que la démocratique planification régionale s'inscrive dans le cadre d'un plan national lui-même adapté aux besoins et moyens d'une Europe unie, garante de progrès et de paix dans la concorde internationale.

Pour réaliser ce programme de progrès social et économique

les candidats démocrates socialistes de la FGDS vous proposent:

un salaire mensuel minimum de 600 F parallèlement au retour à la semaine de 40 heures et à l'abaissement progressif de l'âge de la retraite légale à 60 ans avant 1972;

l'abrogation des ordonnances sur la Sécurité Sociale et la convocation d'une conférence nationale des organismes intéressés à sa réforme;

la garantie par la loi du pouvoir d'achat des salariés et le relèvement de celui des vieilles gens, des familles, des invalides comme des anciens combattants;

une politique d'expansion par la relance de la consommation, la création d'une Banque nationale d'Investissements seule capable d'assurer le plein-emploi, donc des débouchés aux jeunes;

le contrôle des secteurs-clés — banques, assurance, armement, aéronautique — espace — sidérurgie — pharmacie — atome — informatique — et l'instauration d'une législation anti-trusts;

une réforme fiscale prévoyant l'exonération des revenus inférieurs à 6.000 F et la simplification de la TVA, notamment pour le commerce, l'artisanat et l'agriculture.

Que l'on ne vienne pas nous dire que tout cela est financièrement impossible, puisque la majorité s'est elle-même, sous la pression de la rue, empressée de l'accepter. Ce qu'elle promet, sous la pression de la peur, les démocrates socialistes l'auraient obtenu sans grèves et grâce à la négociation.

Dans le cadre international

les candidats démocrates socialistes de la FGDS vous proposent enfin:

— la LIBERTE pour chaque Peuple

— la SOLIDARITE entre les Nations

— la PAIX pour Tous

par la négociation et l'arbitrage et, surtout:

l'unité européenne

car la France a besoin de l'Europe pour assurer son propre développement comme l'Europe a besoin de la France pour consolider l'ordre, assurer le bien-être et développer la concorde universelle.

Pour que cela devienne possible demain vous voterez en bloc pour le candidat F.G.D.S.

Jean HUVE

Directeur du Centre de convalescence M.G.E.N. - Trois-Epis

Né le 4 mai 1920 à Paris, marié, 2 enfants. Père ouvrier imprimeur. Normalien à l'Ecole normale d'instituteurs de Paris. Instituteur dans la banlieue parisienne de 1939 à 1942. Activité dans la résistance de 1942 à 1945. Militant actif de la FEN et de la Mutuelle générale de l'éducation nationale depuis sa création en 1946. Directeur de la MGEN des Trois-Epis depuis 1958. Exerçait auparavant en qualité de directeur du préventorium de Chanay (Ain). Membre du Comité du Parti Socialiste SFIO, section de Colmar.

Suppléant:

Jean-Pierre ROTH

Syndicaliste - Sapeur-pompier professionnel

Vu le candidat

Imprimerie Union-Rencontre Mulhouse

Um dieses Programm dcs sozialen und wirtschaftlichen Fortschritts zu verwirklichen

schlagen Euch die demokratisch-sozialistischen Kandidaten der FGDS vor:

- **einen Mindeslohn von 600 Frs. im Monat, parallel mit der Rückkehr zur 40 Stunden-Woche und der progressiven Herabsetzung des lokalen Pensionsalters auf 60 Jahre vor 1972**
- **die Abschaffung der Ordonnanzen über die Sozialversicherungen und die Einberufung einer nationalen Konferenz der an der Reform interessierten Organismen**
- **die gesetzliche Garantie der Kaufkraft der Lohnempfänger und die Erhöhung derselben für die alten Leute, die Familien, die Invaliden sowie die Frontkämpfer**
- **eine Politik der Expansion durch die Wiederankurbelung des Konsums, die Schaffung einer nationalen Bank der Investierungen, die allein instande sein wird, die Vollbeschäftigung, also den Jungen Aussichten zu verschaffen**
- **die Kontrolle der Schlüsselsektoren: Banken, Versicherungen, Rüstung, Luft- und Raumschiffahrt — Eisenindustrie — Apotheke — Atom-Informatik, sowie die Einführung einer Antitrustgesetzgebung**
- **eine Steuerreform, welche die Befreiung der unter 6.000 Frs liegenden Einkommen vorsieht und die Vereinfachung der TVA, namentlich für den Handel, die Handwerker und die Landwirtschaft.**

Man komme nicht und sage uns, dass all das finanziell unmöglich sei, da ja die Mehrheit selber, unter dem Druck der Strasse, es schleunigst akzeptiert hat! Was sie unter dem Druck der Angst verspricht, das hätten die sozialistischen Demokraten ohne Streiks, und dank den Verhandlungen erreicht!

Im internationalen Rahmen

schlagen Euch die demokratisch-sozialistischen Kandidaten der FGDS schliesslich vor:

— **FREIHEIT für alle Völker**
— **SOLIDARITÄT unter den Nationen**
— **FRIEDEN für Alle**

durch die Verhandlung und den Schiedsspruch und, insbesondere:

die Einigung Europas

denn Frankreich braucht Europa um seine eigene Entwicklung zu sichern, ebenso wie Europa Frankreich braucht, um die Ordnung zu bekräftigen, den Wohlstand zu sichern und die Eintracht auf der ganzen Welt zu fördern.

damit dies Morgen verwirklicht wird wählt geschlossen für den Kandidaten der F.G.D.S.

Jean HUVE

Directeur du Centre de convalescence M.G.E.N. - Trois-Epis

Am 4. Mai 1920 geboren; verheiratet, Vater von zwei Kindern. Vater Druckereiarbeiter. Absolvierte die Normalschule für Lehrer in Paris. Von 1939 bis 1942 Lehrer im Pariser Vorort. Von 1942 bis 1945 der Widerstandsbewegung angehörend. Seit Gründung der FEN und der Mutuelle générale de l'éducation nationale im Jahre 1946, aktiver Militant. Direktor der MGEN von Drei Aehren seit 1958. Vorher als Direktor des Präventoriums von Chanay (Ain) tätig gewesen. Mitglied des Komitees der sozialistischen Partei SFIO, Sektion Colmar.

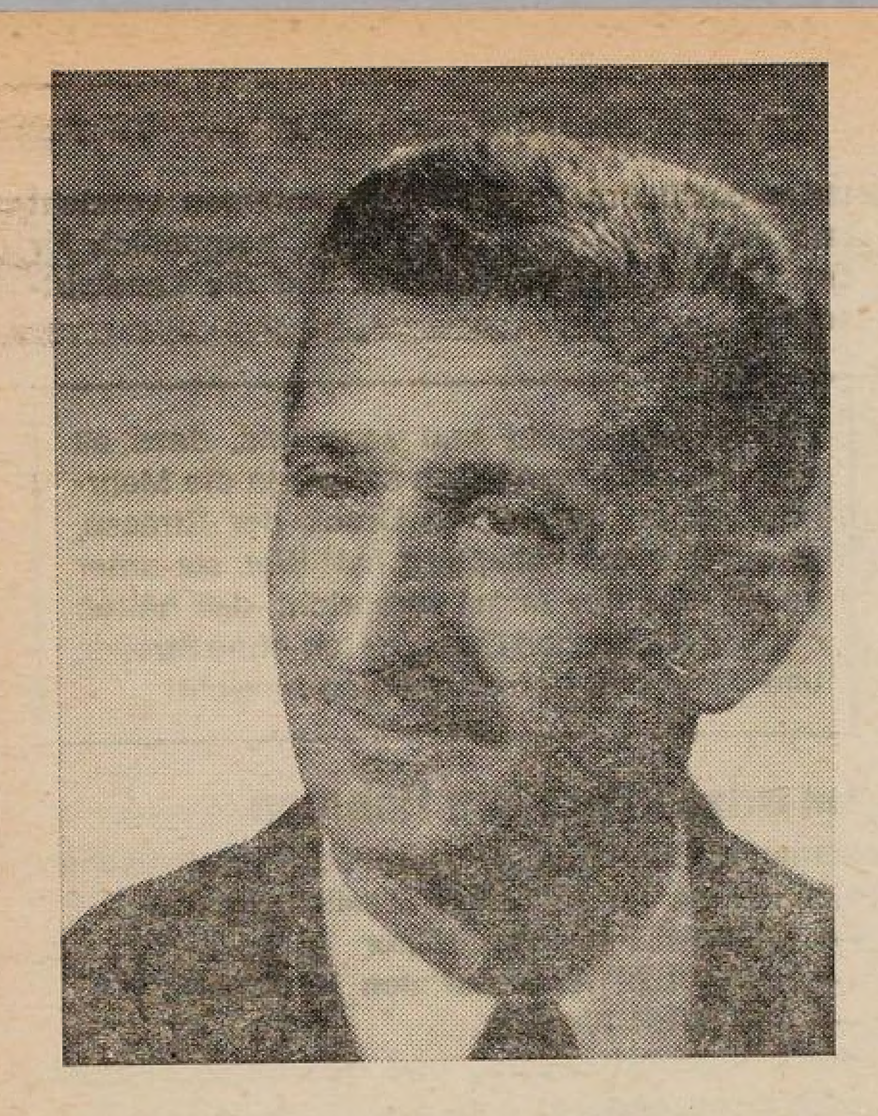
Suppléant:

Jean-Pierre ROTH

Syndicaliste - Sapeur-pompier professionnel

Vu le candidat

Imprimerie Union-Rencontre Mulhouse



LEGISLATIVWAHLEN
vom 23. Juni 1968
1. Wahlkreis

FÜR EINE NEUE REPUBLIK
in der Ordnung und im Frieden

Wählerinnen und Wähler!

Kaum ein Jahr nachdem Ihr Euren Député bezeichnet habt, seid Ihr gezwungen wieder an die Urnen zu schreiten, da der Staatschef alle Députés nach Hause geschickt hat, auf Grund ihrer Unfähigkeit die gestellten Probleme zu lösen.
Die Minister haben dasselbe Schicksal erlitten — oder sind versetzt worden — was wohl beweist, dass die gesamte Regierung und deren hörige Mehrheit — worunter Euer ausscheidender Député — versagt haben.

Unter dem Vorwand die Republik zu verteidigen

rufen nun diese gleichen Männer, welche durch zehn Jahre absoluter Macht hindurch das Land in den Chaos gestürtzt haben, zur Entzweiung der Franzosen in zwei feindliche Lager auf.
Somit bereiten sie neue Zusammenstösse, neue Revolten und neue Streiks vor: gestern haben sie Euch belogen und das, was sie nicht getan haben, werden sie auch morgen nicht tun. Wie könnte man übrigens der intellektuellen Ehrlichkeit dieser Männer Glauben schenken, wo sie die Scheidung der Welt in zwei Blöcke begünstigt haben, weil sie, auf internationalem Plan jene selber unterstützen, welche sie, in Frankreich, als die Partei der Subversion verurteilen.

Die Wirklichkeit, die Wahrheit

das ist die Revolte der Studenten und der Professoren, der Arbeiter der Städte als auch der Bauern, der Beamten wie der privaten Kader, weil die ausscheidende Mehrheit seit zehn Jahren jedweden Dialog, jede Diskussion, sowohl mit den Berufs- oder Gewerkschaftsorganisationen als auch mit den lokalen Gewählten verweigert hat.

Sowohl die Politik als auch die Männer müssen geändert werden

das heisst, es muss einer neuen Mehrheit, derjenigen der Menschen des Fortschritts und der aufrichtigen Demokraten, das Vertrauen geschenkt werden. Diese, indem sie sich weigern den Weg der Alternative «gaullistische Macht oder totalitärer Kommunismus» — nach der von M. Malraux, der weiss von was er spricht, geprägten Formel — einzuschlagen, verkünden, dass die Zukunft den Republikanern gehört, die treu zu den alten Traditionen der Freiheit, Gleichheit, Brüderlichkeit und Solidarität stehen.

Wie kann solch eine Politik gefördert werden?

Indem im regionalen Rahmen nicht den Hörigen vertraut wird, sondern Männern, welche die systematische Vormundschaft von Paris aus ablehnen, weil sie wollen, dass die Provinz ihre Geschicke selber leite, dass der Plan den wirklichen Bedürfnissen der Region Rechnung trage und dass die — durch das souveräne Volk bestimmten — Gewählten der lokalen Körperschaften und nicht unverantwortliche Technokraten, diese Bedürfnisse feststellen. Männer, welche wollen, dass die demokratische, regionale Planifizierung sich in den Rahmen eines nationalen Planes einzeichne, der selber den Erfordernissen und Mitteln eines geeinten Europas angepasst werde, was die Garantie des Fortschritts und des Friedens in der internationalen Eintracht darstellen wird.